

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 30/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARGEVAL (ex COFELY GDF SUEZ) ARGENTEUIL

3 rue Ambroise Croizat
95100 Argenteuil

Références : ud95-2024-0850

Code AIOT : 0006506715

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2024 dans l'établissement ARGEVAL (ex COFELY GDF SUEZ) ARGENTEUIL implanté Z.I. d'Argenteuil 17 rue de l'Angoumois 95100 Argenteuil. L'inspection a été annoncée le 03/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARGEVAL (ex COFELY GDF SUEZ) ARGENTEUIL
- Z.I. d'Argenteuil 17 rue de l'Angoumois 95100 Argenteuil
- Code AIOT : 0006506715
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une chaufferie d'appoint fonctionnant en complément de l'incinérateur situé à proximité pour alimenter le réseau de chaleur d'Argenteuil.

La chaufferie est composée de 4 chaudières fonctionnant au gaz.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/06/2023, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Risques chroniques, Rejets dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Risques chroniques, Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57.III	Sans objet
3	Risques chroniques, Contrôle des rejets canalisés en auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 10/06/2023, article 2.2.2	Sans objet
4	Risques chroniques, Contrôle des rejets canalisés par un organisme agréé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31.II	Sans objet
6	Risques chroniques, Bilan annuel 2023	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6	Sans objet
7	Risques accidentels, Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 10/06/2023, article 51.2	Sans objet
8	Risques accidentels, Procédures sur la conduite des installations première partie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 61	Sans objet
9	Risques accidentels, Procédures sur la conduite des installations deuxième partie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 61	Remarque
10	Risques accidentels, Tuyauterie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté 2 non-conformités et une remarque.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2023, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées :

« L'exploitant assure une surveillance de ses rejets dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission
Débit	continu	trimestrielle
O ₂	continu	trimestrielle
Poussières	semestriel	annuelle
SO ₂	semestriel	annuelle
NO _x	continu	trimestrielle
CO	continu	trimestrielle

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté qu'aucune chaudière ne fonctionnait. En effet, l'exploitant a expliqué que la chaufferie fonctionnait en complément de l'incinérateur. Elle est remise en route, en général, vers le mois de novembre. Elle peut fonctionner jusqu'au mois d'avril (cela a été le cas pour certaines chaudières en avril 2023).

1) Mesure en continu (Débit, O₂, NO_x et CO)

Lors de l'inspection, l'exploitant informe l'inspection qu'il rencontre des difficultés avec son fournisseur OTI ENVEA au sujet de la baie d'analyses, depuis deux ans. Des données sont erronées, négatives, ou incohérentes. Le débit, la température et la pression qui doivent être mesurés en continu ne sont pas inscrits dans les rapports d'analyse alors qu'ils sont mesurés.

L'exploitant a présenté les Rapports Mensuels NOC (Normal Operating Conditions), de janvier à septembre 2024, reprenant les données journalières des émissions atmosphériques mesurées. Les mesures réalisées sont la concentration et le flux du CO, du NO_x, du SO₂, et du CO. L'inspection constate que le débit n'est pas relevé.

Cependant, les mesures présentent des anomalies puisque pour les 4 chaudières aucune mesure atmosphérique n'apparaît. En effet, il est indiqué que l'ensemble des chaudières sont en permanence à l'arrêt. L'exploitant indique que ces installations fonctionnent en complément de l'incinérateur et commencent à fonctionner à partir de novembre jusqu'au mois d'avril environ (à partir de 6 à 7°C à l'extérieur). Les installations ne devraient pas être considérées en permanence en arrêt, durant cette période. D'après l'exploitant, le problème viendrait d'un problème de

programmation de la baie d'analyse.

Une réunion a été réalisée entre l'exploitant et l'entreprise OTI ENVEA au sujet de la baie d'analyse durant la semaine du 01 octobre 2024.

L'exploitant réalise, en complément, des mesures à l'aide de la mallette de combustion. Il a présenté les tickets de combustion des quatre chaudières réalisées le 16 avril 2023 (l'installation fonctionnait encore). Les mesures de débit, l'O₂, poussière, SO₂, NOX, CO, rendement ont été effectuées en fonction de la puissance des chaudières (de 10 à 90 % de leurs puissances). L'analyse d'émission de la poussière a également été réalisée à l'aide d'un opacimètre.

Non conformité n°1 : L'exploitant n'est pas en capacité de réaliser en continu une surveillance de ses rejets atmosphériques conformément à l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2023.

2) Mesure semestrielle (Poussières et SO₂)

L'exploitant a présenté le rapport, en date du 26 mars 2024, du contrôle inopiné AIR réalisé du 29 au 30 janvier demandé par la DRIEAT Ile-de-France réalisé par la société KALI'AIR. L'ensemble des mesures prescrites dans l'arrêté préfectoral a été réalisé, notamment la poussière et le SO₂.

La prescription contrôlée est respectée.

3) Transmission de la surveillance des rejets atmosphériques

L'exploitant transmet mensuellement à l'inspection les analyses des émissions atmosphériques par le biais de l'application GIDAF.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Risques chroniques, État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57.III
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks
Prescription contrôlée : III. -L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des combustibles et produits stockés auquel est annexé un plan général des stockages. Ces informations sont tenues à la disposition des services d'incendie et de secours ainsi que de l'inspection des installations classées et sont accessibles en toute circonstance. - - - Inspection du 03/03/2023 et du rapport du 14/03/2023 L'exploitant indique ne pas disposer de stocks de produits dangereux et ne pas avoir de registre. Il indique utiliser périodiquement deux produits dangereux, se fournir en flux tendu et ainsi utiliser immédiatement les produits commandés (injectés dans le réseau). L'exploitant présente un bon de commande de ces produits, permettant d'estimer la quantité annuelle de produits utilisée sur le site. L'inspection vérifie visuellement lors du tour de site l'absence de stocks de produits dangereux. Il est demandé à l'exploitant de mettre en place ce registre, quand bien même il fait état d'un stock nul. Constats : L'exploitant a fourni par courriel le 30/09/2024, le registre du suivi du stock des produits de traitement d'eau. La société, entre le 09/08/2023 et le 13/09/2024, a stocké au maximum 240 kg de SH-2001 (alcalinisant, phosphatant et dispersant) et au maximum 200 kg de SH-7007 (réducteur d'oxygène). Ce registre est affiché sur le site. La prescription contrôlée est respectée. La non-conformité relevée lors de la précédente inspection est donc soldée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Risques chroniques, Contrôle des rejets canalisés en auto surveillance**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/06/2023, article 2.2.2**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle des rejets canalisés en auto surveillance**Prescription contrôlée :**

Pour les émissions canalisées :

Les rejets issus des installations respectent les valeurs limites suivantes en concentration et en flux.
On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Paramètre	Concentration mg/Nm ³	Concentration mg/Nm ³	Concentration mg/Nm ³	Concentration mg/Nm ³	
	Générateur n°1	Générateur n°2	Générateur n°3	Générateur n°4	Flux
Poussières, y compris particules fines	5	5	5	5	1,51
SO ₂	35	35	35	35	10,6
NOx en équivalent NO ₂	60	60	100	100	23,3
CO	15	15	40	40	7,8
COVNM	50	50	50	50	15,1
HAP	0,01	0,01	0,01	0,01	3*10 ⁻³
Cd + Hg + Tl et leurs composés	0,1	0,1	0,1	0,1	3*10 ⁻²
As + Se + Te et leurs composés	1	1	1	1	0,3
Pb et ses composés	1	1	1	1	0,3
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn et leurs composés	5	5	5	5	1,51

Constats :

L'exploitant a également présenté les Rapports Mensuels NOC reprenant les données journalières des émissions atmosphériques mesurées. Il est mesuré la concentration et le flux du CO, du NOx, du SO₂, et du CO. Cependant, l'exploitant indique rencontrer des difficultés avec sa baie d'analyse (voir fiche de constat n°1) et précise également sur l'application GIDAF que les rapports

«présentent de nombreuses incohérences (périodes OTNOC P2 et P3 alors qu'elles ne nous sont pas applicables, nombre d'heures de fonctionnement apparaissant uniquement en OTNOC (Other Than Normal Operating Conditions) et jamais en NOC (Normal Operating Conditions), valeurs d'émission négatives, suivi en continu en SO2 ...). »

Ces rapports ne permettent pas à l'inspection de conclure sur le respect des rejets atmosphériques.

L'exploitant réalise, en complément, des mesures à l'aide de la mallette de combustion. Il a présenté les tickets de combustion des quatre chaudières réalisés le 16 avril 2023 (l'installation fonctionnait encore). Le débit, l'O₂, poussière, SO₂, NOX, CO, le rendement ont été effectués en fonction de la puissance des chaudières (de 10 à 90 % de leurs puissances). L'analyse d'émission de la poussière a également été réalisée à l'aide d'un opacimètre. Aucun dépassement n'a été relevé.

L'exploitant a présenté le rapport, en date du 26 mars 2024, du contrôle inopiné AIR réalisé du 29 au 30 janvier demandé par la DRIEAT Ile-de-France réalisé par la société KALI'AIR. L'ensemble des mesures prescrites dans l'arrêté préfectoral a été réalisé. Des dépassements de poussières ont été relevés pour les chaudières 3 et 4. L'exploitant, le 07 octobre 2024 par courriel, indique que *« Nous notons un léger dépassement du paramètre POUSSIÈRES sur les chaudières 3 et 4. La seule explication que nous avons est que l'air aurait été très chargé en mâchefer lors des mesures : en effet, nous n'avons pas de filtres sur l'air neuf brûleur. Une contre analyse par APAVE est planifiée le 07/11/2024 (avec analyse des POUSSIÈRES uniquement). »*

Les autres paramètres sont conformes.

Lors de la visite, l'inspection constate de la poussière sur le sol extérieur du site provenant vraisemblablement de la société voisine traitant du mâchefer.

Dans l'attente de nouvelles mesures devant être réalisées le 07 novembre 2024 et compte tenu des explications de l'exploitant, il n'est pas retenu de non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Risques chroniques, Contrôle des rejets canalisés par un organisme agréé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31.II
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets canalisés par un organisme agréé
Prescription contrôlée : II. L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport, en date du 26 mars 2024, du contrôle inopiné AIR réalisé du 29 au 30 janvier demandé par la DRIEAT Ile-de-France réalisé par la société KALI'AIR. KALI'AIR est un organisme agréé. L'ensemble des mesures prescrites dans l'arrêté préfectoral ont été réalisées. Des dépassements de poussières ont été relevés pour les chaudières 3 et 4. L'exploitant avait demandé à l'inspection, au début de l'année, que ce rapport soit considéré également comme un rapport annuel réalisé par un organisme agréé selon l'arrêté ministériel en date du 03 août 2018. L'inspection n'y a pas vu d'objection. Les prescriptions contrôlées sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Risques chroniques, Rejets dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2023, article 3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau

Prescription contrôlée : 3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les effluents respectent les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;
- la température des effluents rejetés est inférieure à 30°C.
- la modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mgPt/l.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux

polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré). Le débit maximal rejeté journalier est de 100 m³/j.

Paramètre	Code SANDRE	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Matières en suspension (MES)	1305	30	0,3
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	125	1,25
Demande biologique en oxygène au bout de 5 jours (DBO5)	1313	30	0,3
Hydrocarbures totaux (HCT)	7009	10	0,1
Arsenic et ses composés (en As)	1369	0,025	2,5*10 ⁻⁴
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	1389	0,05	5*10 ⁻⁴
Phosphore total	1350	10	0,1
Azote global comprenant azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	1551	30	0,3
Cadmium et ses composés	1388	0,05	5*10 ⁻⁴
Plomb et ses composés	1382	0,025	2,5*10 ⁻⁴
Mercurure et ses composés (en Hg)	1387	0,02	2*10 ⁻⁴
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,05	5*10 ⁻⁴
Halogène organique adsorbable (AOX)	1106	0,5	5*10 ⁻³
Cuivre et ses composés	1392	0,05	5*10 ⁻⁴
Sulfates	1338	2000	20
Sulfites	1086	20	0,2
Sulfures	1355	0,2	2*10 ⁻³
Ions fluorure (en F-)	7073	30	0,3
Zinc et ses composés	1383	0,8	8*10 ⁻³

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voirie), respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Paramètre	Concentration en moyenne journalière (mg/l)
Matières en suspension (MES)	30
Demande chimique en oxygène (DCO)	125
Demande biologique en oxygène au bout de 5 jours (DBO5)	30
Hydrocarbures totaux (HCT)	5

Constats :

L'inspection a reçu le bilan annuel de l'année 2023, en date du 03 avril 2024.

Dans la partie « Surveillance de la qualité des rejets d'eaux pluviales et résiduaires - Contrôle par organisme agréé », il est indiqué les mesures pour les eaux pluviales et les eaux usées selon les paramètres réalisés le 19 avril 2023 par la société APAVE.

Pour les eaux usées/industrielles, les mesures des paramètres suivants montrent un dépassement des VLE :

- DCO (212 mg/l),
- DBO₅ (56,8 mg/l),
- Azote total (157,03 mg/l),
- Cuivre et ses composés (dissous) (0,142 mg/l).

Pour les eaux pluviales, les analyses sont conformes.

Non-conformité n°2 : L'exploitant ne respecte pas les valeurs limites des rejets (DCO, DBO5, Azote total, cuivre et ses composés) des eaux industrielles d'après l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 06 octobre 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Risques chroniques, Bilan annuel 2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel 2023
Prescription contrôlée : L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet également à l'inspection des installations classées, avant le 30 avril de l'année suivante, un bilan annuel de la surveillance et des opérations imposées par les dispositions de la section 1 du chapitre 6 du titre II et par les articles 31, 37, 48, 49, 51, 58 et 65 du présent arrêté.
Constats : L'inspection a reçu le bilan annuel de l'année 2023, en date du 03 avril 2024. Dans les faits marquants, il est marqué qu'une nouvelle baie d'analyse a été installée le 21 décembre 2022. De plus, l'exploitant indique avoir rencontré des difficultés avec son fournisseur de baie d'analyse : <i>« Il nous est impossible de réaliser un bilan des données de la baie d'analyse. En effet, malgré de nombreux échanges avec notre fournisseur de baie d'analyse et des interventions de leur technicien, les rapports extraits présentent de nombreuses incohérences. Nous travaillons encore à rétablir la situation. »</i> Le bilan annuel comprend : <ul style="list-style-type: none">- les périodes de fonctionnement des chaudières et des moteurs,- les faits marquants,- la planification et le suivi des contrôles réglementaires (installation, type de contrôle, la date de la réalisation, les observations...),- la surveillance de la qualité des rejets atmosphériques réalisée par un organisme agréé (réalisée par la société APAVE),- l'estimation des émissions de SO₂ (rejet atmosphérique),- le suivi des consommations en eau,- la surveillance de la qualité des rejets d'eaux pluviales et résiduaires réalisée par un organisme agréé (réalisée par APAVE),- le suivi des déchets dangereux et non dangereux. L'inspection n'émet pas de remarque sur la composition du bilan annuel. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Risques accidentels, Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2023, article 5.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Le bâtiment est équipé de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés, à commande manuelle. La superficie des exutoires de désenfumage, représente 2 % de la surface au sol du bâtiment, soit : 6 m ² pour le hall 1 ; 5 m ² pour le hall 2. La commande manuelle des exutoires est installée en deux points opposés du bâtiment de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manoeuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles depuis les issues de secours
Constats : L'exploitant a fourni par courriel le 30/09/2024, le rapport d'intervention du 14/11/2023 rédigé par la société DESAUTEL PROTECTION INCENDIE. Ce rapport indique le bon fonctionnement du système de désenfumage naturel (ouvrant, commandes, accessoires et cartouches de CO ₂). Lors de l'inspection, il est constaté que les hall 1 et 2 possèdent chacun 4 exutoires dont leurs tailles sont supérieures ou égales aux prescriptions fixées dans l'arrêté préfectoral. Dans chaque hall, les commandes manuelles pour les exutoires sont présentes. Elles sont facilement accessibles et à proximité d'une sortie de secours. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Risques accidentels, Procédures sur la conduite des installations première partie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 61.I
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures sur la conduite des installations
Prescription contrôlée : I. - La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) fait l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites qui sont rendues disponibles pour le personnel. Ces consignes prévoient notamment : <ul style="list-style-type: none">- les modes opératoires ; [...]- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ; [...]- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité ; [...] Ces consignes sont régulièrement mises à jour.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son système de suivi des maintenances pour l'ensemble de l'installation. Il utilise une application de GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur). Cette application ne correspond pas totalement à leur besoin. Afin d'y remédier, l'exploitant a défini ses besoins et les a répertoriés dans un tableur, fourni par courriel le 30/09/2024. Ce tableur récapitule, pour chaque équipement, les opérations à réaliser, leurs fréquences et leurs périodicités. Ce tableur sera par la suite injecté dans l'application de GMAO. L'inspection peut conclure que les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux sont définis. De plus, sont inclus dans cette application et ce tableur les équipements de régulation et des dispositifs de sécurité tel que les thermostats et les soupapes dans chaudière. La périodicité et les modalités d'entretiens de ces derniers sont définies. Les prescriptions contrôlées sont respectées. L'exploitant a présenté, lors de la visite du site, les procédures qui sont rangées dans un classeur dans la salle de contrôle. L'exploitant possède des modes opératoires liés au fonctionnement de son installation : <ul style="list-style-type: none">- Procédures de réarmement des détendeurs gaz de la nouvelle chaufferie et de l'ancienne chaufferie (affichées) ;- Mode opératoire - réarmement des vannes de sécurité gaz ;- Procédure de remise en service de la ligne principale ;- Réarmement du poste HT disjoncte ;- Mise hors et en service temporaire d'un point ou d'une zone pour travaux - nécessitant un permis de feu. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Risques accidentels, Procédures sur la conduite des installations deuxième partie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 61.II
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures sur la conduite des installations
Prescription contrôlée : II. - Sans préjudice des dispositions du code du travail, des procédures d'urgence sont établies et rendues disponibles dans les lieux de travail. Ces procédures indiquent notamment : - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions de rejet prévues au titre IV du présent arrêté ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; [...] - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. (affichage obligatoire). Ces procédures sont régulièrement mises à jour.
Constats : L'exploitant a présenté, lors de la visite du site, les procédures qui sont rangées dans un classeur dans la salle de contrôle. Lors de la visite, l'inspection a constaté, dans le hall 1, que les « Consignes générales de sécurité dans les chaufferies et les sous-stations » rédigées par la société DALKIA ainsi que les « Consignes générales d'exploitation d'une chaufferie à combustibles gazeux » rédigées par la société DALKIA, sont affichées. Ces affiches comprennent des points de vigilance (bruits, pollution de l'air, étanchéité...) et des procédures en cas d'accident (chimiques, incendie, intoxication, électrisation...) <u>1) Les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions de rejet</u> L'exploitant possède quatre procédures en cas de fuite d'une substance en provenance de l'installation : - Procédure de la vidange de la chaudière - accès vanne de barrage ; - Procédure de fuite de produit chimique avec risque de pollution de l'eau. - Procédure en cas de fuite de gaz ; - Procédure en cas de fuite d'eau. La prescription contrôlée est respectée. <u>2) Les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie.</u> L'exploitant possède deux procédures en cas d'incendie qui sont inscrits dans son classeur : - Procédure en cas de déclenchement de la détection incendie ; - Procédure en cas d'incendie chaufferie ;

Les affiches sur les « Consignes générales de sécurité dans les chaufferies et les sous-stations » ainsi que les « Consignes générales d'exploitation d'une chaufferie à combustibles gazeux » comprennent également des procédures en cas d'incendie :

- procédure en cas d'explosion/incendie ;
- procédure en cas de feu de cheminée.

Les prescriptions contrôlées sont respectées.

Cependant, l'inspection s'interroge sur la compatibilité des procédures affichées, qui sont des procédures à réaliser en général dans une chaufferie, et les procédures contenues dans le classeur, qui sont propres à l'installation.

Remarque n°1 : L'inspection demande une mise à jour et la vérification de la compatibilité des procédures à utiliser en cas d'incendie.

3) Les coordonnées et procédures d'appel en cas d'alerte

Les coordonnées de l'astreinte et du personnel sont présentes sur une procédure et sont affichées.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Risques accidentels, Tuyauterie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 62
Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauterie
Prescription contrôlée : [...] II. - Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz combustible fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service. [...]
Constats : L'exploitant a fourni par courriel le 30/09/2024, le rapport de contrôle d'étanchéité des installations gaz en date du 28/08/2024 rédigé par la société DALKIA France. Lorsqu'il y a un problème sur la tuyauterie, une main courante est écrite. L'inspection a consulté ces dernières lors de la visite du site. L'exploitant a présenté les permis feux qui sont délivrés lors des travaux les nécessitant. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite